LA FRANCE DANS LA MONDIALISATION: UN ACTEUR VIEUX JEU?

Hubert Vedrine

La France dans la mondialisation: un acteur vieux jeu?

Les sondages confirment certes que les Français perçoivent, dans leur majorité, la mondialisation comme une menace. Entre plusieurs autres, une enquête du CEVIPOF en 2006 montre que la mondialisation est perçue comme un danger par 45% des Français et comme une chance par seulement 24% d'entre eux. Mais si on compare ces pourcentages à ceux d'autres pays occidentaux, comme l'a fait le Financial Times lors de son enquête du printemps 2006, on réalise que si seuls 18% des Français ont une opinion positive de la mondialisation, seulement 35% des Allemands, 23% des Italiens, 17% des Espagnols et, surtout, seulement 17% des Américains et 15% des Britanniques la jugent positivement. Bien d'autres enquêtes vont dans le même sens. Ces chiffres relativisent l'idée d'une spécificité française. Mais il est certain qu'existe en France l'aspiration à une «autre» mondialisation, trouvant son origine dans l'attachement au rôle central, protecteur et redistributeur de l'Etat, ou à une identité et une langue menacées, dans la culture catholique ou marxiste, l'attachement à l'égalité voire à l'égalitarisme et, enfin, une certaine répugnance morale envers l'économie de marché et les profits excessifs. Une économie prometteuse entre adaptation et régulation Il y a toutefois bien longtemps que la France s'adapte aux nouvelles exigences de l'économie mondialisée, même si elle n'en a pas tout à fait conscience. J'en veux pour preuve ses positions de 5ème puissance économique mondiale, de 3ème pays exportateur de service, de 5ème pays d'accueil pour les investissements étrangers et de 3ème pays pour le ratio de productivité par heure de travail. Les nombreux atouts socio-économiques de la France se trouvent également dans la persistante attractivité de son territoire pour le tourisme, la reconnaissance de son savoir-faire dans le luxe, dans l'art de vivre, mais aussi pour les hautes technologies, etc. Et pourtant les Français ont du mal à accepter sur le plan des principes les mécanismes de la mondialisation sauvage. Cette répugnance s'explique aussi par la rigidité de notre économie qui ne crée pas assez d'emplois d'avenir, le décrochage de notre système de formation, l'insuffisance d'investissement dans la recherche ainsi que le manque d'efficacité de notre système de protection sociale, pourtant coûteux. Ces changements ne seront possibles que si une politique décomplexée et claire voit le jour autour de la reconnaissance de l'économie de marché comme un fait et qu'est élaboré un consensus dynamique combinant adaptation, protections, solidarité, régulation et action européenne, comme autant de volets légitimes et indispensables d'une grande «policy mix» de la France dans la mondialisation. Concernant l'adaptation de notre économie, de très nombreuses mesures ont déjà été proposées, qu'il s'agisse entre autres de l'introduction de fonds de pension, de l'actionnariat populaire ou encore de la mise en place d'un Small business Act pour développer les capacités exportatrices des PME qui réalisent d'ores et déjà 55% de notre richesse nationale. Afin de valoriser son fort potentiel agricole, la France pourrait proposer au niveau européen une nouvelle PAC écologique, compétitive et durable. Plutôt que de se spécialiser dans un secteur trop étroit, la France a des atouts économiques et scientifiques pour s'investir dans «l'excellence environnementale» et être, ainsi, à la pointe des nouveaux modes de production (industrielle, agricole), de transports, d'énergie, d'habitat... qui seront autant de sources de croissance «écologique» à long terme. Cette ambition nécessite un fort investissement dans la recherche ainsi qu'une réforme du système de formation. N'oublions pas le corollaire, des politiques de solidarité ciblées sur la reconversion des personnes laissées de côté par la transformation de l'économie et une meilleure préparation. Des mesures de protection transitoire, ciblées, ou durables de son économie, largement pratiquée dans d'autres pays, sont légitimes. La France doit protéger des secteurs stratégiques. Elle doit travailler à la régulation de la financiarisation de l'économie globale en soutenant, par exemple, l'initiative allemande de mesures de protection face aux fonds souverains. De nombreux acteurs, étatiques ou non, ont intérêt à cette régulation. La France devrait dès lors défendre sa vision, en prenant appui sur ses partenaires européens dans les enceintes multilatérales. Une exigence spécifique en politique étrangère La diplomatie française est ambitieuse et exigeante, ce qui est fréquemment perçu, à tort, tantôt comme archaïque, tantôt comme prétentieux. Les demandes de «modernisation» de la politique étrangère française sont de plus en plus fréquentes, mais cachent mal une volonté de normalisation, tandis que les fédéralistes européens ou les atlantistes doutent de l'intérêt de poursuivre une politique étrangère «française». La légitime différence de la France en politique étrangère est un atout à faire valoir. Et d'ailleurs tous les pays ont leur propre politique étrangère sans se demander si c'est justifié. La question de la réintégration complète de la France dans l'OTAN est révélatrice. Alors que des mécanismes d'interopérabilité et de coopération militaire sont en place, certains voudraient mettre fin aux arrangements décidés sous le Général de Gaulle, faire bloc au sein de l'OTAN avec les autres pays occidentaux face aux menaces du monde présent. Il est probable qu'en agissant ainsi la France ne gagnerait pas d'influence sur les Etats-Unis et qu'elle perdrait, en revanche, beaucoup en terme d'images dans le reste du monde. Nous verrons bientôt ce qu'il en est. La France a tout intérêt à garder une politique étrangère et de défense propre, comme l'attendent sa population et beaucoup de pays dans le monde, ou plutôt elle aurait tout à perdre et rien à gagner à faire l'inverse. Cela dit, il faut moderniser notre diplomatie pour que les positions de la France soient mieux entendues dans les enceintes multilatérales de décision. Moderniser d'abord notre réseau diplomatique, le deuxième réseau au monde, en adaptant sa présence aux évolutions du monde. La France ne doit pas non plus cesser d'investir, également, dans son réseau d'instituts culturels, de lycées français et d'alliance françaises et, de là, assumer la défense de sa langue et la francophonie. Enfin, et surtout, face à la multiplication des acteurs, même si l'Etat n'a plus le monopole des relations internationales, il garde celui de la «diplomatie». Il doit donc se comporter en chef d'orchestre d'une politique d'influence aux multiples acteurs, qui, sans jamais se confondre avec la diplomatie de l'Etat, sont autant de leviers de cette politique. Une politique d'influence plus nette est, en effet, plus utile pour développer une stratégie avec des capacités d'anticipation, que des coups d'éclats diplomatiques. La puissance et la persévérance nourrissent l'influence, tandis que la prétention la mine: tel est le sens de la modernisations de notre politique étrangère et de défense. C'est en premier lieu, mais pas uniquement, dans les instances européennes que la France doit défendre ses intérêts et ses positions. Elle devrait encourager les pays européens pour qu'ils pensent l'Europe comme une puissance, capable de construire un rapport de force avec les autres pôles du monde. Pour cela, il faut préciser les domaines de la PESC. Il faut aussi que la France s'investisse dans la définition de nouvelles politiques européennes concernant l'énergie, les migrations, l'environnement et la recherche. En étant force de propositions avec des politiques assumées dans ces différents domaines, l'Europe pourra enfin s'affirmer dans les instances multilatérales pour les infléchir et bâtir intelligemment des rapports de force avec les autres pôles du monde. Avec les pays émergents en particulier, la France (et l'Europe) doit redoubler d'efforts pour améliorer sa capacité à analyser leur position et à les anticiper, capacité qui s'avèrera vitale dans les négociations multilatérales. Cela peut nécessiter, par exemple, un Monsieur Chine à l'Elysée. L'enjeu est d'intégrer les pays émergents dans des majorités pour élaborer une régulation internationale pour de nouvelles normes environnementales et économiques. Dans les relations avec les Etats-Unis, la France devrait rechercher avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne un positionnement européen plus clair sur: l'OTAN; sur le système défensif de bouclier; sur la création d'une Haute autorité pour la sûreté des centrales nucléaires; sur les alternatives dans la politique proche-orientale; sur les engagements concrets post Kyoto. Mais également sur une redéfinition de la «guerre contre le terrorisme» qui a créé davantage de risques qu'elle n'a apporté de sécurité; sur la construction d'une doctrine plus intelligente d'encouragement à la démocratie plutôt que la «diplomatie transformationnelle» américaine qui a tourné au fiasco. Face à de tels défis, le principe d'une politique arabe de la France doit être réaffirmé et son contenu repensé. Cette politique pourrait s'inscrire dans un «partenariat pour la modernisation économique et politique» qui, s'appuyant sur notre capacité d'écoute des partenaires arabes et la participation de ces derniers, permettrait l'élaboration d'un projet commun. Notre politique africaine doit également être confirmée dans son principe mais revue dans son ton et ses méthodes. Contre toutes les tentations d'abandon, face à l'engagement américain et chinois en Afrique, la France pourrait travailler à la convergence de sa politique avec celles de la Commission européenne, des britanniques, des portugais, des espagnols, des italiens et, enfin, des allemands, en consultation et partenariat vrai avec les africains eux-mêmes. Répondant au désir de dizaines de nations du monde de voir la France continuer à pratiquer une politique étrangère qui lui soit propre et qui ne soit pas seulement occidentale ou européenne, une politique étrangère repensée et reformulée, forte et intelligible, est aussi un des éléments du sursaut français dans la mondialisation. Apaiser et régulariser une relation amicale mais non-dépendante avec les Etats-Unis, réveiller l'Europe pour qu'elle devienne un pôle de puissance, se servir constamment de nos instruments de puissance et utiliser tous nos leviers d'influence, anciens et nouveaux, pour défendre nos intérêts et propager nos idées. Anticiper, être inventifs. Au total, veiller aux intérêts des français, prévenir les clashs qui menacent entre civilisations ou entre puissances, faire un monde plus vivable et équitable.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > La France dans la mondialisation: un acteur vieux

jeu?

01/01/2008